

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 11/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

REVIVAL

Zone industrielle n° 4
BP 8
59880 Saint-Saulve

Références : UBDEO.2024.07.233.ECD
Code AIOT : 0005800939

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/05/2024 dans l'établissement REVIVAL implanté ZAC du Bois des Communes 148 rue de Lomé 27000 Évreux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'action régionale 2024 de l'inspection des installations classées portant sur la vérification des installations électriques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REVIVAL
- ZAC du Bois des Communes 148 rue de Lomé 27000 Évreux

- Code AIOT : 0005800939
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société REVIVAL exploite un site de transit et regroupement de déchets de métaux et de dépollution VHU sur la commune d'Évreux dont l'exploitation est réglementée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 janvier 1994, modifié par des arrêtés complémentaires et notamment ceux des 3 avril 2012 et 9 février 2014 (tableau de classement) et 24 mai 2018 (agrément VHU).

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Limite d'intervention du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
3	Plan d'action suite au contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
4	Zonage ATEX et adéquation du matériel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Périodicité du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet
5	Etat général visuel des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées constate la vérification annuelle des installations électriques et la réalisation d'interventions pour lever les observations du contrôleur.

Cependant des actions correctives sont à mettre en place pour améliorer le suivi et progresser dans la démarche de maintenance :

- analyser les limites d'intervention des vérifications et les lever pour pouvoir s'assurer du caractère complet des vérifications électriques,
- justifier d'un plan d'action avec une hiérarchie pour lever les non-conformités,
- pouvoir justifier de la levée des non-conformités,
- pouvoir justifier du suivi des équipements en zones à risque de présence d'une atmosphère explosive (ATEX).

Les justificatifs de ces actions sont à transmettre à l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Périodicité du contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »</p> <p>...</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.</p> <p>Article 4.5. de l'AP du 18 janvier 1994 : Installations électriques</p> <p>Les installations électriques seront réalisées, exploitées et entretenues conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 Mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législations des installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion.</p> <p>Tous les appareils comportant des masses métalliques seront mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles. La mise à la terre sera effectuée suivant les règles de l'art, elle sera distinctes de celle du paratonnerre, la valeur de résistance de terre sera maintenue inférieure aux normes en vigueur.</p> <p>...</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite au courriel d'annonce d'inspection et de demande de document, l'exploitant a transmis à l'inspection la veille de la visite :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un plan du site avec les différentes zones de stockages et les zones ATEX, - des extraits du Document Unique (Rev 4 du 11/05/2020) avec des sélections de l'analyse liée aux risques d'incendie et d'explosion, - les Q18 des années 2021, 2022 et 2023 réalisés par la société DEKRA de Mont Saint Aignan (76), - les mails de suivis et demandes d'intervention à la société ELECTRYC d'Evreux suite aux vérifications annuelles,

- les Q19 des années 2022 et 2023,
- les attestations de levée de réserves de la société ELECTRYC d'Evreux suite aux vérifications annuelles 2021 et 2023.

Sur place, le dernier rapport de vérification périodique des installations électriques Q18, du 02/08/2023 suite au contrôle du 26/07/2023 par DEKRA, a été fourni et le dernier rapport quadriennal du 30/06/2022 a été consulté.

À noter que le groupe DERICHEBOURG a subi une cyber-attaque le 11 novembre 2023 ; tout le système informatique a été bloqué jusqu'à la fin décembre 2023 et certains documents ont été perdus.

La vérification des installations électriques est réalisée à fréquence annuelle, par DEKRA de Mont Saint Aignan (76).

L'exploitant déclare avoir suivi le vérificateur lors du contrôle de 2023 pour comprendre les remarques, prendre les photos correspondantes et les envoyer à son intervenant en Électricité pour une intervention afin de lever ces non-conformités.

Le compte-rendu Q18 de vérification périodique relatif au contrôle du 26/07/2023 est examiné ; 8 constatations sont listées, de 1 à 8 :

- les points 1, 4 et 5 sont notés NV "non vérifié en l'absence d'accompagnateur habilité",
- le point 2 est noté SO "sans objet",
- les points 6 et 7 sont cochés "absence de danger constaté",
- les points 3 et 8 sont cochés "danger déjà signalé".

Une annexe est jointe et reprend uniquement le point 3 : "*coffret électrique de circuits terminaux - départ coffret pc : protection contre les surcharges non assurée (laissé pour mémoire). protection thermique à régler à 27A*".

En conclusion, la ligne "peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion" est cochée, ainsi que la ligne *la vérification a consisté en : "une vérification complète des installations électriques de l'établissement"*.

Le rapport de vérification périodique du même rapport Q18 de la vérification annuelle du 26/07/2023 est consulté sur place. Un récapitulatif des observations est joint à ce rapport, avec le détail de 11 points ; ces points ne correspondent pas aux 8 constatations.

Les contrôles de l'installation électrique par thermographie infrarouge correspondant au compte-rendu Q19 des 17/01/2022 et 24/11/2023 sont fournis, avec chacun la liste des matériels et/ou ensembles d'appareillage.

Les résultats des contrôles thermographiques sont notés "RAS" et 2 sont notés "*à l'arrêt*" (pour le local compresseur).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Une vérification électrique des installations est réalisée annuellement.

La bonne compréhension des rapports et observations est à poursuivre pour bien traiter les non-conformités.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Limite d'intervention du contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques

Prescription contrôlée :

A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques»

...

Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.

...

Constats :

Le dernier rapport de contrôle de la visite du 26/07/2023 mentionne :

"Limites de la prestation :

Partie(s) de la mission non réalisée(s) :

1. *Essai des dispositifs DR et mesurages d'isolement, en l'absence d'autorisation de coupure et/ou d'accompagnateur habilité*
2. *Examen des matériels électriques situés dans les faux-plafonds, non accessibles sans démontages*
3. *Faute d'ouverture par l'accompagnateur des ensembles d'appareillages BT, notre vérification a été limitée à un examen visuel extérieur de l'état du matériel*
4. *Vérification de la continuité de la mise à la terre des appareils d'éclairage installés en hauteur, faute de mise à disposition de moyens d'accès en sécurité*
5. *Adaptation du pouvoir de coupure des dispositifs de protection non vérifiée car longueurs des canalisations non déterminées (sauf au TGBT)."*

L'exploitant explique que des vérifications complémentaires sont aussi réalisées lors du contrôle par thermographie infrarouge (Q19) par DEKRA.

Après la vérification annuelle, l'exploitant transmet l'ensemble du rapport à son intervenant en Électricité (la société ElectrYC d'Évreux) pour qu'il intervienne sur site et corrige les non-conformités relevées.

Concernant la page 4 du rapport sur les "Renseignements généraux sur l'installation", la plupart des éléments tels que année initiale de l'installation, plan des locaux, schémas des installations, sont notés "non renseigné", "non communiqué" ou "non présenté". L'exploitant est surpris de ces mentions car le contrôleur ne lui a rien demandé.

==> ces informations sont à fournir au vérificateur et il convient de s'assurer qu'il les a bien notés et en mains, pour chaque contrôle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier des dispositions prises pour analyser les limites d'intervention et établir un **plan d'action** visant à lever ces limites.

Pour les limites des vérifications non réalisées, une fréquence doit être définie (à l'occasion d'une

intervention ponctuelle et/ou tous les 3 ou 5 ans par exemple pour l'impossibilité de réaliser la coupure électrique), et un autre contrôle doit être formalisé pour remplacer les points non vérifiés (caméra thermique par exemple et disponibilité d'une nacelle par exemple pour les points en hauteur).

Par courriel du 11/06/2024, l'exploitant a déjà fourni des éléments de réponse à ces Limites de vérification en transmettant des devis de la société ElectrYC d'Évreux pour les points 2 à 5 ci-dessus mentionnés, avec notamment l'installation de trappes de visite dans les faux-plafonds, une pré-visite et l'accompagnement du vérificateur, avec une nacelle élévatrice, lors de la vérification périodique et le calcul des longueurs pour la "résistance à la coupure".

==> ces devis sont à concrétiser et à compléter pour le point 1 ; l'exploitant transmettra son plan d'action et les factures correspondantes à la bonne réalisation des actions correctives.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Plan d'action suite au contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques

Prescription contrôlée :

A . Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique.

Constats :

Le rapport de vérification périodique du compte-rendu Q18 de la vérification annuelle du 26/07/2023, réalisé par DEKRA, fait l'objet de 11 observations. Certaines (7) sont notées d'un * pour signaler une observation antérieure, déjà signalée l'année précédente.

L'exploitant explique qu'après la vérification annuelle, il transmet aussitôt l'ensemble du rapport à son intervenant en Électricité (la société ElectrYC d'Évreux) pour que celle-ci intervienne sur site et corrige les non-conformités relevées. Lors de la vérification 2023, l'exploitant a pris lui-même des photos des non-conformités pour les annoter et expliquer ensuite à la société Electryc. Celle-ci a alors fait les travaux nécessaires pour les réparations et a fourni une attestation de levée de réserves ensuite.

L'attestation de levée des réserves suite au rapport du 26/07/2023 est examinée en séance, en comparaison de la liste des 11 observations du rapport Q18 :

- l'attestation a été réalisée à la date du 20/05/2024 (vraisemblablement réclamée suite à la prise de rendez-vous de l'inspection sur le thème des contrôles électriques),
- la date des travaux, pour chaque observation ou anomalie, n'est pas mentionnée,
- l'observation *1 "*éclairage de sécurité incomplet, signaler les issues et cheminements compliqués*" n'a pas été traitée. L'exploitant explique avoir fait une demande à la société DESAUTEL suite à la vérification de 2022, pour obtenir un plan de sécurité et déterminer les luminaires manquants. Sans réponse, l'exploitant a refait la même demande à la

société EUROFEU, encore sans réponse pour l'instant,

- l'observation *2 "*identification non visible (suite changement de disjoncteur), identification à réaliser*" ne semble pas correspondre à la levée de réserves : "*localisation du séparateur dans la logette derrière les sanitaires OK*",
- les observations *9 et *10 sont erronées (sur les numéros d'anomalies).

L'attestation de levée des réserves suite au rapport du 07/07/2021 est aussi examinée en séance, en comparaison de la liste des 7 observations du rapport Q18 :

- l'observation *1 "*éclairage de sécurité incomplet, signaler les issues et cheminements compliqués*" était déjà notée et n'a pas été traitée,
- l'observation *3 "*départ coffret pc : protection contre les surcharges non assurée, protection thermique à régler à 27 A*" est notée "*réserve non levée car anomalie non découverte*". Cette observation est renotée lors de la vérification 2023 en *9, "*laissé pour mémoire, protection thermique à régler à 27A*", puis notée dans l'attestation de levée de réserves en précisant "*appareil réglé à 27A*".

Le détail du rapport de vérification Q18 du 30/06/2022 n'a pas été fourni, et l'attestation de levée de réserves non plus.

L'exploitant rappelle que suite à la cyber-attaque de fin 2023, certains documents ont été perdus. Il précise qu'un plan d'action est défini au niveau groupe, avec un plan de surveillance et de contrôle et qu'un carnet de site est suivi par le QSE.

==> L'exploitant ne formalise pas le suivi des actions pour le traitement des non-conformités, mais transfère le rapport de vérification à son entreprise d'électricité adéquate et habilitée ; celle-ci réalise les réparations et les valide par une attestation de levée de réserves, avec la facture. Un contrat d'entretien est envisagé avec la société ElectrYC, avec présence de l'électricien lors de la vérification périodique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier d'un **plan d'action** avec une hiérarchie pour lever les non-conformités (par exemple 1 : urgence, 2 : dans les 2 mois, 3 : pour le prochain contrôle, 4 : non prioritaire) et pouvoir attester de la levée des non-conformités, avec les dates de réalisation (rapport de levée des non-conformités, photos, factures,...).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Zonage ATEX et adéquation du matériel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à

l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

Constats :

L'exploitant explique que le recensement des zones à ATmosphère EXplosive (ATEX) a été réalisé par le QSE au niveau du groupe, puis décliné par site.

Sur le plan du site d'Évreux, les zones suivantes sont notées avec le logo EX, toutes ces zones sont en extérieur :

- 6 : dépollution des VHU
- 7 : zone non-conformités
- 8 : stockage de gaz
- 13 : zone de chalumage
- 14 : zone de dépollution DEEE.

L'inspection des installations classées appelle l'attention de l'exploitant sur l'obligation d'évaluer le risque d'explosion et de porter à la connaissance du vérificateur des installations électriques le plan des zones à risques d'explosion, le Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE), la liste des matériels électriques dans ces zones et leurs déclarations de conformité à ces zones ; ces points étaient notés sans objet dans la page "Renseignements généraux" (voir Point de Contrôle n°2 précédent).

L'exploitant explique qu'il n'y a pas de matériel électrique dans les zones ATEX, mis à part la zone 6 de dépollution des véhicules hors d'usage (VHU), où il y a un néon et un coffret électrique ; ces installations sont vérifiées lors de la vérification du bloc dépollution par la société DEPOLLU.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant présentera une liste précise des zones ATEX, du matériel utilisé dans les zones ATEX et de l'adéquation de ce matériel aux zones ATEX.

Il justifiera du contrôle de ces matériels électriques dans ces zones ATEX.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Etat général visuel des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques

Prescription contrôlée :

A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »

...

Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.

...

Constats :

Lors de la visite, l'inspection constate que les installations ont évolué depuis la dernière visite (en 2016) et que notamment des délimitations de zones ont été réalisées à l'aide blocs en béton-légo formant murs coupe-feu.

L'exploitant signale que le plan d'ETablissements REpertoriés (ETARE) a été refait pour être à jour au 01/07/2024.

La dépollution des VHU (zone ATEX 6) est peu utilisée : 2 VHU étaient en attente sur le site ; une centaine seulement de VHU sont traités annuellement.

La zone de chalumage (zone ATEX 13) est utilisée ponctuellement par campagnes ; une équipe spécialisée intervient lorsque la quantité de déchets à découper le nécessite.

Les zones ATEX du plan sont signalées sur le site.(voir planche photographique en annexe)

Type de suites proposées : Sans suite